

# "Je ne pense pas être en sécurité dans ce pays pour la simple raison que sa gestion est sujette à caution"

*On dit que le leader de l'APP, est un homme de caractère. C'est vrai. Dans cette interview, réalisée à son domicile, Messaoud répond à toutes nos questions sur l'actualité nationale. Notre rencontre a été très difficile sur certaines questions, mais jamais interrompue.*

**Eveli-Hebdo:** La majorité présidentielle a appelé à un sursaut patriotique. De même, l'opposition qui, elle aussi, marché. Quelles sont, selon vous, les charges du terme patriotisme ?

**Messaoud Ould Boukheir :** Je crois que le patriotisme ne s'explique pas mais c'est un sentiment qu'on éprouve profondément et il existe chez n'importe quel individu intelligent. Même un animal marque et défend son territoire quand il est agressé. Nous avons eu ce sentiment en apprenant cette meurtrière et lâche agression. Il nous appartenait en tant que patriotes de manifester notre approbation. Bien évidemment, chacun de nos partis, a exprimé sa condamnation à travers un communiqué. Malheureusement, l'opinion publique nationale a été enroulée dans une propagande soutenue du régime qui lui fait croire que l'opposition est antipatriote et antinationaliste. Aux yeux du pouvoir, nous sommes des conspirateurs. C'était une occasion, pour nous, de démontrer par notre positionnement ce que nous sommes réellement. Le patriotisme est également quelque chose d'émotionnel et de psychologique.

**E-H :** On a vu beaucoup de visages qui rivalisent d'ardeur à travers l'objectif des caméras de la TVM. Estimez-vous que l'ardeur, à elle seule, peut résumer ce sentiment ?

**M.O.B :** Elle en est une manifestation. Maintenant il reste à savoir si elle est réelle ou fausse. Je ne sais pas. Mais chacun réagit à sa manière. Il ne suffit pas de marcher pour être patriote. En effet, il s'agit surtout de penser à son pays, à son avenir et de corriger les erreurs du passé en essayant de dépasser les divergences.

**E-H :** Pourquoi n'aviez-vous pas marché ensemble, vous l'opposition et la majorité présidentielle ?

**M.O.B :** Mon point de vue est simple. Je ne sais pas pour qui marche la majorité. Je crois qu'elle le fait pour soutenir un régime et un chef d'Etat.

Pour nous, ce n'est pas le cas. Nous marchons pour dire notre disponibilité et notre disposition à défendre notre pays. Voilà la différence.

**E-H :** Malgré la revendication du GPS de cette attaque, une partie de l'opinion publique nationale et même internationale commence à émettre des réserves sur l'authenticité du communiqué attribué au groupe.

**Votre lecture ?**

**M.O.B :** Il ne suis ni l'opinion nationale ni internationale. Mais le fait indéniable, c'est que nous avons une unité de nos forces armées à l'intérieur de nos frontières, dans un endroit bien connu et où elle a subi des pertes humaines et matérielles. On nous a appris cela. Pour nous, c'est suffisant. Et on ne prête pas pour l'heure les supputations du genre qui a fait quoi et qui est qui. Ce n'est pas le problème. Il n'y a pas de doute que cette agression est lâche et nous la condamnons d'où qu'elle vienne. Personnellement, je m'arrête aux faits accomplis. Je rejette le terrorisme quelles que soient sa couleur et son origine.

**E-H :** D'accord, mais jusqu'à présent, l'armée n'a pas mis la lumière sur cette affaire de morts, de blessés et de disparus, ni évoqué la responsabilité des uns et des autres dans ce qui est arrivé. Avez-vous l'intention de demander des comptes ?

**M.O.B :** Il faut d'abord être certain que ce que dit l'armée est sujet à caution pour demander des comptes. Pour ma part, je ne suis pas un policier et ce n'est peut-être pas mon rôle. Seulement, il aurait été souhaitable qu'une diversité d'opinions persiste dans le pays. En ce moment, il serait bienvenu que l'assemblée nationale par exemple ou le parlement se saisisse de l'affaire et demande au gouvernement des éclaircissements possibles sur l'affaire Lemghetty.

**E-H :** On évoque de plus en plus la vulnérabilité de nos forces armées. Vous sentez-vous en sécurité dans ce pays ?

**M.O.B :** Non, je ne pense pas être en sécurité dans ce pays pour la simple raison que sa gestion est sujette à caution. Il y a beaucoup d'injustice et d'arbitraire. Le droit n'est pas respecté et c'est souvent via la loi du plus fort. Dans un tel contexte, personne ne peut être à l'abri, bien qu'il y ait depuis quelque temps une propagande de du régime, louant le climat de sécurité et de tranquillité qui y prévaut. Mais je crois que les événements ont démontré depuis longtemps la fragi-

lité de telles affirmations. Je m'inquiète aussi à juste raison que nos forces armées soient assez vulnérables. Parce qu'on nous parle d'abord d'une attaque à Aïoun où une brigade de la gendarmerie aurait été attaquée. Ensuite il y a Lemghetty où une unité militaire beaucoup plus grande, a été pratiquement détruite. Tout cela me pose effectivement des problèmes. C'est pourquoi nous avons fait constater cette vulnérabilité et pensons qu'elle est due un peu à l'organisation de l'armée et à son équipement. Notre parti a demandé ainsi que nos forces armées soient mises dans des conditions qui leur permettent de s'acquitter convenablement de leur mission.

**E-H :** Dans son communiqué, l'APP n'a pas été tendre avec le Pouvoir, après avoir bien sûr montré son indignation et sa solidarité avec les familles des victimes. Faites-vous porter la responsabilité au régime actuel ?

**M.O.B :** Nous avons dit que le Pouvoir s'acharne depuis déjà longtemps à présenter les mauritaniens comme des terroristes en puissance. Maintenant on fait face au terrorisme dans toute sa rigueur.

**E-H :** C'est du terrorisme international, dites-vous ?

**M.O.B :** Je ne vois pas d'autre qualification pour ça, que les gens soient agressés dans leur territoire sans déclaration de guerre préalable. Et il semble que c'est venu de l'extérieur. Nous savons aussi que le terrorisme n'a pas de frontière ni de patrie et qu'il frappe partout.

**E-H :** Certains de vos lieutenants ont effectué un déplacement à Nouadhibou où ils auraient tenu un point de presse durant lequel un cadre aurait qualifié le président du RDU, Oud Sidi Baba, de fossoyeur d'unité nationale. Qu'en pensez-vous ?

**M.O.B :** D'abord, tout ce que vous dites m'engage que vous. Je ne voudrais pas non plus que cette interview soit une occasion de créer une zizanie entre moi ou mon parti avec d'autres personnes. Si c'est, vraiment, votre objectif, je regrette. Cherchez à vendre vos journaux d'une autre manière différente de cela. S'agissant maintenant de ce que vous avez dit ou attribué aux gens de mon parti, je répondrai que la ligne générale de l'APP ne consiste pas à qualifier qui que ce soit de tel ou tel.

**E-H :** Mais vous n'êtes pas au courant que certains de vos cadres se sont rendus à Nouadhibou ?

**M.O.B :** Je sais que nous avons envoyé une mission dans cette ville comme dans le reste du pays pour la campagne d'implantation de notre parti. Ce n'était pas donc pour parler de tel ou tel en bien ou en mal. Quant au forum organisé par le RDU, nous avons dit pourquoi nous ne pouvions pas y assister. L'APP avait aussi officiellement écrit à Ould Sidi Baba, que nous respectons beaucoup.

**E-H :** Mais il semble que votre parti était divisé sur la question de sa participation ou non à ce forum ?

**M.O.B :** Le président du RDU est venu lui-même, accompagné d'une délégation, au siège de l'APP pour nous remettre notre invitation. Nous l'avons écouté et donné notre accord de principe mais sous réserve d'avoir parcouru son programme. Mais on lui avait dit que notre réponse dépendrait de l'appréciation que la direction du parti fera de son programme. Après avoir reçu ce programme, on s'est réuni et on a rendu la décision que vous connaissez.

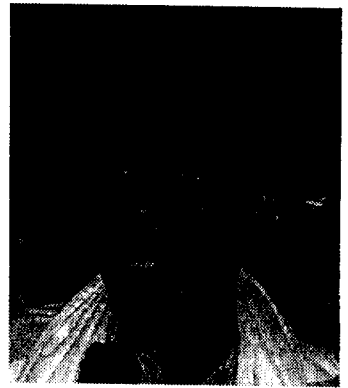
**E-H :** On vous dit, M. l'opposant, dégoûté de la manière dont le gouvernement gère les affaires publiques. Ce dégoût se manifesterait par votre refus d'assister au Forum. Et chaque fois que vous êtes convoqué par le Premier ministre, vous vous indignez de l'inutilité du sujet traité. Faites-vous du boycott une option politique ?

**M.O.B :** Je ne sais pas ce que vous appelez boycott. Si c'est par rapport au forum, nous avons analysé son programme à partir d'éléments concrets avant de dire que nous n'y participons pas.

**E-H :** Oui, mais par rapport aux rencontres avec le PM ?

**M.O.B :** Effectivement, le Premier ministre nous avait appelés pour le réajustement du repos hebdomadaire. Je lui ai dit que cette question ne valait pas la peine de déranger tout le monde, alors qu'ils l'avaient étayée déjà. Je ne trouve pas alors intéressant de se donner l'air qu'on discute avec des gens, qu'on a des partenaires avec qui on est en train d'étudier ou d'analyser la situation avant de prendre les décisions, quand il n'en est rien.

**E-H :** Vous ne vous considérez pas comme des partenaires donc ?



**M.O.B :** Si on me considère comme tel, je le suis. Sinon je reste ce que je suis.

**E-H :** On vous considère comme tel ?

**M.O.B :** Je n'ai pas ce sentiment et ne suis pas le seul dans mon cas. Le régime nous accuse, nous en tant que l'opposition, d'être en porte-à-faux avec l'intérêt national et de n'être pas porté à applaudir. C'est pour cette raison qu'on est marginalisé et exclu. L'opposition est interdite d'organiser ses manifestations, n'a pas non plus droit au chapitre au niveau national. Le pouvoir ne prend en considération notre avis sur rien d'intéressant.

**E-H :** Dans ce cas, quelle est la portée du dialogue dont on parle aujourd'hui ?

**M.O.B :** Je ne sais pas. En tout cas, je ne vous ai pas parlé, moi, de dialogue. Je ne vous ai pas dit non plus que j'y attache une attention particulière. On parlait du forum et certains voudraient considérer que le dialogue est ouvert et il y a des gens qui y participent, d'autres non. Je crois que c'est même votre sentiment. Et bien, je suis de ceux qui n'y participent pas. C'est tout.

**E-H :** Vous n'y croyez pas ?

**M.O.B :** Oui, je n'y crois absolument pas.

**E-H :** Pourquoi ?

**M.O.B :** Pour la simple raison que le dialogue se fait par rapport à la manière dont un pays est gouverné, à l'intérêt qu'on accorde aux solutions des problèmes qui se posent pour aller de l'avant. Or il se trouve que de telles ambitions en Mauritanie, sont le fait du prince. Si ce prince veut vraiment du dialogue, il n'a pas besoin de passer par des intermédiaires ni de faire semblant. J'ai toujours dit que le dialogue ne pouvait avoir de retombées positives que lorsqu'il est initié et voulu par le régime qui y invite l'opposition et la société civile. Dans ce cas de figure, je n'y ferai aucune objection.

**E-H :** Et le pays du prince dont

**vous parlez, s'appelle-t-il la Mauritanie ?**

**M.O.B :** Ecoutez, c'est une manière de parler. Je veux dire qu'il y a des prérogatives exclusives de tel dans notre pays. Mais c'est vrai, on est conduit ici comme une monarchie, un empire ou un émirat. Il y a même certains émirats qui sont en avance sur nous.

**E-H : Si on vous comprend, il n'y a pas de démocratie ?**

**M.O.B :** Pas du tout. Notre démocratie est actuellement un faire valoir, un exécutoire pour le régime en place. Ses conséquences sont mauvaises et nous sommes déjà en train d'en subir quelques-unes, nous en tant qu'opposants, la société civile et même ceux qui sont avec le régime. C'est pourquoi nous avons appelé le régime à construire un front intérieur et d'agir dans le sens de la démocratie.

**E-H : Il semble que le courant passe de nouveau entre vous et l'UFP. Que s'est-il passé pour en arriver là quand on sait que vos relations avec certains cadres de ce parti, s'étaient détériorées ces derniers temps au point que les uns et les autres ne se parlaient plus ?**

**M.O.B :** Nous ne nous sommes jamais interdits de parler avec l'UFP. Mais si on était d'accord sur tous les points, on allait constituer un seul parti.

**E-H : Sur quoi exactement vous n'êtes pas d'accord ?**

**M.O.B :** Sur beaucoup de choses, par exemple sur cette affaire de dialogue. Nos amis de l'UFP considèrent qu'il y a eu des avancées de la part du pouvoir. Pour l'APP, il n'y a rien du tout. Rien de rien. Mais libres à eux de croire à ce qu'ils veulent croire.

**E-H : Il semble que cette différence de points de vue a débouché sur des querelles personnelles. Est-ce vrai ?**

**M.O.B :** Allez poser la question à ceux qui les ont suscitées, ces querelles. De mon point de vue, je n'entretiens de querelles personnelles avec aucun des cadres ni des militants de ce parti. Mais j'ai ma manière d'énoncer mes idées comme tout le monde d'ailleurs. Cela ne doit pas poser un problème.

**E-H : L'opposition mauritanienne a montré qu'elle pouvait s'unir autour des questions essentielles nationales comme vous l'aviez démontré lors de la marche. Peut-on dire que dans l'avenir, vous allez travailler ensemble ?**

**M.O.B :** On a essayé de s'unir pour faire les choses ensemble. Des fois, on réussit d'autres fois non. Mais la démocratie, c'est le multipartisme, la diversité d'opinions. Toutefois, on s'unir sur des questions sur lesquelles on peut s'unir. Je ne sais pas maintenant pour l'avenir parce que je ne suis pas un devin. Je sais que le traumatisme post-Lemgheity est suffisamment grave pour que nous soyons tous d'accord. Mais si nous ne pouvons pas tomber d'accord, il ne faudrait pas bousculer les gens, leur refuser la liberté d'avoir une opinion différente.

**E-H : La visite du ministre israélien des Affaires étrangères, M. Sylvain Shalom a suscité de la part d'une frange de la population des manifestations d'hostilité. Est-ce à dire**

**que l'opposition mauritanienne est plutôt préoccupée des questions internationales que nationales ?**

**M.O.B :** Je n'ai pas à juger l'opposition parce que je ne suis pas sa conscience. Mais je ne pense pas qu'il y ait de danger à ce qu'elle prenne position par rapport à la politique internationale du pays. On dit que le monde est devenu un village planétaire. Je dirai plus, une case. Les affaires de tout le monde concernent aujourd'hui tout le monde. Le fait qu'un parti ou qu'un groupe de partis s'intéressent à cette question me paraît normal. Mais je pense que ceci ne doit pas se faire au détriment de notre réalité et surtout celles qui nous ont incités à nous constituer en partis politiques. Je parle donc de la situation interne. En tout cas, mon parti privilégie les problèmes locaux ou domestiques. Car nous en avons tellement que nous pensons que la priorité, c'est de balayer devant sa porte.

**E-H : Etes-vous, M. Messaoud, pour ou contre la rupture des relations avec Israël ?**

**M.O.B :** Je suis tout à fait pour la rupture des relations diplomatiques avec ce pays.

**E-H : Prendrez-vous la responsabilité de le faire une fois arrivé au pouvoir ?**

**M.O.B :** Je me suis déclaré candidat aux dernières élections présidentielles. J'avais promu de rompre immédiatement ces relations une fois élu. Ce n'est plus un secret pour personne. Mais je ne dis pas que c'est une question de vie ou de mort pour la Mauritanie. Tout en me refusant d'être antisémite ou raciste, je pense que jusqu'à présent, Israël mène une politique injustifiable vis-à-vis du peuple palestinien. Quand on veut être reconnu par tout le monde, il faut au moins reconnaître à ses voisins le droit à l'existence, à la paix, et au retour sur leurs terres d'origine.

**E-H : Economie. Vous avez pris l'habitude de critiquer la gestion économique du pays que vous qualifiez de catastrophique. Cependant, vous ne proposez souvent rien à la même place. Qu'en dites-vous ?**

**M.O.B :** Qu'est-ce que ce pouvoir propose comme programme, lui aussi ? Mais vous avez, vous aussi, pris l'habitude de critiquer l'opposition au moindre prétexte. Je sais que votre situation est difficile, qu'on peut vous censurer ou vous interdire. Mais ce n'est pas une raison de vous en prendre à l'opposition qui reste ce qu'elle est.

**E-H : C'est-à-dire ?**

**M.O.B :** C'est une opposition à l'image du peuple dont elle est issue. Nos meilleurs cadres nationaux sont embrigadés par le régime et malgré tout cela, ils ne font pas une bonne politique économique. Quant à l'opposition, elle n'a pas suffisamment de temps pour produire de dossiers économiquement solides ou des projets parfaitement conçus. Il n'y a pas de doute, que nous avons des idées précises pour gérer au moins en bon père de famille ce qui appartient à ce pays. Notre souci, c'est de ne pas dilapider les ressources nationales ni permettre au premier venu d'en faire ce qu'il veut, mais surtout d'essayer d'en faire profiter les populations.

Propos recueillis par  
Wane Abdoulaye